

Pourquoi nous refusons le projet Macron Delevoye de destruction de nos régimes de retraites

L'idéal, pour tous les fonctionnaires de France, serait de pouvoir suivre ensemble, en Intersyndicale, les trois étapes que je vais décrire et qui provoqueront probablement une grève générale et illimitée de la Fonction publique française. Il va s'agir d'un nouveau mai 68, cette fois en à l'automne 2019, qui obligera Emmanuel Macron à renoncer publiquement au projet Macron Delevoye de destruction de nos régimes de retraites. Rappelons que le Général de Gaulle, qui avait pourtant été le sauveur de la France pendant la deuxième guerre mondiale, a vacillé en mai 1968 et finalement a abandonné le pouvoir le 27 avril 1969 <https://www.herodote.net/almanach-ID-807.php>. La question que l'on peut se poser est celle-ci : Emmanuel Macron a-t-il vraiment la carrure du Général de Gaulle ?

1-Déclaration de la CE de l'UD FO 75 du 9 septembre 2019

PROJET MACRON DELEVOYE DE DESTRUCTION DE NOS RÉGIMES DE RETRAITES

L'HEURE EST À LA MOBILISATION, PAS À LA CONCERTATION !

Malgré la volonté du gouvernement Macron de faire croire que tout est ouvert, le projet de système universel de retraites par points, détruisant l'ensemble des 42 régimes, est bien en route. Ce n'est pas la nouvelle « concertation » sur la contre-réforme des retraites qui vient de s'engager après les derniers « enfumages » sur l'âge pivot et la durée de cotisation pour atteindre une retraite à taux plein, qui peut nous convaincre du contraire. Comme l'indique à juste titre le Secrétaire Général de Force Ouvrière, Yves Veyrier, nous n'allons pas participer aux réglages d'une contre-réforme que nous contestons !

Le constat est fait que « concertation » ou pas, rien n'a bougé en plus d'un an. La retraite universelle par points est maintenue. Les 42 régimes de retraites existants seraient détruits. C'est ça l'essentiel et non les débats sur l'âge pivot et la durée de cotisation.

La réalité douloureuse des calculs que nous faisons sur cette contre-réforme, c'est bien qu'en bout de course nous pouvons dire « TOUS PERDANTS ». Même les journalistes pointent les méfaits de cette réforme ! La valeur du point recalculée chaque année par le gouvernement n'est-elle pas la volonté au final de faire baisser le montant des retraites pour tous ? Pour les retraites, cela déboucherait sur un régime universel par points et la fin des 42 régimes de retraites entraînant des pertes considérables de pouvoir d'achat pour tous.

La discrimination, c'est la retraite par points. L'égalité ce sont les 42 régimes : pas touche aux 42 régimes !

Personne ne s'y trompe, ce gouvernement est aux abois en cette rentrée et veut une nouvelle fois nous refaire le « coup du grand débat ». Les mobilisations annoncées ou qui se poursuivent depuis des mois dans les services d'urgences des hôpitaux, chez les pompiers, s'accroissent encore avec une rentrée scolaire sous le signe des réformes Blanquer dont la destruction du bac, avec des actions prévues à EDF, à la RATP, chez les cheminots, dans le commerce, etc.

De même, personne ne peut accepter l'argument fallacieux de « l'équilibre » lorsque les licenciements, les plans sociaux, n'ont jamais été aussi nombreux. La solution ne peut être le

nivellement par le bas, mais l'arrêt immédiat des vagues de licenciements. La Commission Exécutive de l'UD FO 75 tient à réaffirmer ses revendications :

- Maintien du système par répartition
- Non à un système universel par points
- Retrait de la contre-réforme Delevoye-Macron
- Maintien des 42 régimes, dont le régime général, qui ont fait preuve de leur efficacité
- Maintien des avantages familiaux

La CGT-FO a été claire dans ses positions, d'abord en quittant la première concertation et en disant aujourd'hui qu'une nouvelle ne changera pas la donne. Elle a été claire, en précisant qu'elle ferait tout pour préparer l'unité d'action et qu'elle était prête à la grève sur les retraites. En ce sens, la CE de l'UD FO 75 appelle à participer massivement à ce grand rassemblement et à cette manifestation du samedi 21 septembre 2019 à Paris.

TOUS A LA MANIFESTATION ET AU RASSEMBLEMENT

Samedi 21 septembre 13 H, Métro DUROC

2- Grève et manifestation par l'Union Régionale Ile-de- France de la CGT, Place de la République à Paris

Union Départementale des Syndicats CGT Educ'action de Paris, 131, rue Damrémont 75018 Paris, 01.53.01.61.00.

Emplois, salaires, services publics, retraites

Stoppons la régression sociale

Dès le 24 septembre tous mobilisés pour de nouvelles victoires.

Dans de nombreuses entreprises de nouvelles décotes reculent l'âge de la retraite à 64 ans, voire 65 ans. Les dernières déclarations de Macron sur l'augmentation de la durée des cotisations ne changent rien. C'est de l'enfumage ! Face à la politique violente et ultra libérale du Gouvernement, aux ordres du Médef, il est temps d'imposer des choix de progrès social.

Le régime universel par points, c'est la disparition des 42 régimes de bases et complémentaires.

La question des retraites va être centrale dans les prochains jours. Le gouvernement défend une réforme injuste.

Le système par points, un projet de société construit sur un système injuste !

Il est destiné à faire des économies sur le dos des salariés. C'est un mécanisme purement gestionnaire et comptable de la retraite. Les points acquis pendant la vie professionnelle ne garantiront pas un niveau de pension suffisant.

Manifestation unitaire

Mardi 24 septembre 14h00 Place de la République à Paris

3- La proposition des Syndicats ei.L. Convergence : des Cahiers de doléances à remplir par tous les fonctionnaires de France et à envoyer à Emmanuel Macron en personne.

Nous proposons que, dans tous les lieux de travail de la fonction publique française, soient mis à la disposition du personnel des cahiers de doléances, exactement semblables aux registres dans lesquels les assemblées chargées d'élire les députés aux Etats généraux du 5 mai 1789 notaient les vœux et doléances des trois ordres, qui, par la suite, furent à l'origine de la Révolution Française.

Les vœux et doléances ne concerneraient évidemment dans ce cas que le projet Macron Delevoye de destruction de nos régimes de retraites. Le personnel aurait un mois pour remplir ces cahiers et y mettre **toutes ses observations, ses vœux, ses critiques et ses remarques sur la réforme des retraites Macron**. L'ensemble serait ensuite envoyé à M. Emmanuel Macron en personne par différentes voies (je propose, mais il y en d'autres, la voie hiérarchique et la voie syndicale). Ainsi Emmanuel Macron serait véritablement **informé de façon écrite de ce que pensent et ressentent les fonctionnaires français de sa réforme des retraites**. Des recours administratif gracieux pourront alors naturellement être adressés à M. Emmanuel Macron par les personnes qui le pourront sur papier libre en recommandé avec accusé de réception. **Ces recours sont gratuits et M. le Président de la République aura l'obligation d'y répondre dans un délai de 2 mois.**

Il va de soi que la participation aux manifestations des 21 et 24 septembre est aussi la bienvenue.

Le secrétariat national